

que soit la signification de cette expression. Je n'ai jamais connu la chose de ma vie. L'honorable représentant de Muskoka-Ontario (M. Macdonnell), nous reportant au 17^e et au 18^e siècles, nous a dit que les chances de réussite étaient grandes alors et que les gens quittaient la métropole pour venir tenter fortune ici. Mes ancêtres sont venus s'établir ici dans des conditions différentes. On avait brûlé leurs maisons et on les avait chassés de leurs fermes. Quelques-uns sont redevables à la charité d'un particulier, lord Selkirk, d'être venus ici. Dès leur arrivée il leur a fallu recommencer la lutte avec la compagnie de la Baie d'Hudson et celle du Nord-Ouest. Ils continuent toujours de lutter, mais sur un plan plus élevé.

J'aimerais vous citer ce que pense Chester Bowles de la normale. Voici comment il s'exprime dans un article publié dans le numéro d'avril 1946 de *Harper's Magazine*:

La production maximum, continue Bowles, offre la seule réponse. Pour y atteindre, il nous faudra utiliser notre capital humain et nos ressources dans une mesure aussi complète que pendant la guerre. Aux niveaux de 1945 des prix agricoles et industriels et aux niveaux actuels des salaires, cela représente 150 millions de dollars en puissance d'achat et pour 150 millions de dollars de baignoires, de biftecks, de glaciers, d'écoles convenables. A ce niveau, l'Amérique achèterait des vivres dans une proportion supérieure de 60 p. 100 à la consommation de 1940, des vêtements dans une proportion de 72 p. 100 plus élevée, des appareils électriques dans une proportion de 68 p. 100 plus élevée, des meubles dans une proportion de 105 p. 100 plus élevée, de nouveaux instruments aratoires dans une proportion de 130 p. 100 plus élevée, et trois fois plus de nouvelles maisons.

D'après les tableaux qui accompagnent l'exposé budgétaire, le volume matériel des affaires a diminué d'au moins 18 p. 100. Autrement dit, le Gouvernement était en mesure, dès la fin de la guerre, de continuer à organiser la population et à produire les denrées en prévision de la pénurie qui allait inévitablement se faire sentir. Il a pourvu à nos besoins du temps de guerre par des mesures générales de réglementation. Mais les besoins du temps de paix ne sont pas moins grands. En réalité, qui sait si les dangers qui confrontent notre population et notre pays ne sont pas encore plus grands que pendant la guerre? Le premier ministre (M. Mackenzie King) nous a signalé, à son retour d'Europe, le danger de la révolution là-bas. Mais si la révolution éclate dans un pays, elle aura tôt fait de se propager au monde entier, et nous pourrions avoir aussi à affronter ce problème. Le moins qu'on puisse dire, c'est que nous n'échapperions pas à ses effets. A moins donc que nous ne réglions chez nous le problème de la production, nous courons sûrement à quelque désastre. Après la première Grande

Guerre, le gouvernement britannique abrogeait sa loi dite DORA, c'est-à-dire la loi sur la défense du royaume, et s'empressait de remettre l'industrie entre les mains des particuliers. Mais, dès 1926, la grande grève avait éclaté et on montait des mitrailleuses aux angles d'immeubles stratégiques.

En repoussant ses responsabilités et en négligeant de relever la production dans tout le pays, le Gouvernement est en voie de fomenter chez nous un véritable désordre social. Et ce n'est pas la faute de l'ouvrier. C'est parce que le Gouvernement a refusé d'accepter la responsabilité qui est sienne de systématiser la production, surtout des denrées rares qui sont à la base de notre économie. C'est donc dire que le Gouvernement a favorisé l'inflation. J'ai entendu ici même le ministre du Travail (M. Mitchell) implorer les ouvriers de ne pas faire la grève, en leur disant qu'il fallait surtout produire. Oui, il faut surtout produire, mais lorsque le Gouvernement bouleverse le fondement même de notre régime économique de façon à empêcher la production, on ne peut en blâmer les ouvriers. Rappelons aussi que, pendant la guerre, les gens ont souscrit aux emprunts de la Victoire avec l'idée qu'ils pourraient ensuite obtenir une valeur correspondant à celle que possédait alors leur argent. Cependant, on a laissé les prix monter, parce que le Gouvernement ne produisait pas. Autrement dit, il n'a pas tenu ses promesses envers ceux qu'il suppliait d'acheter des obligations.

Nous invitons les travailleurs à produire, mais quelles sont leurs perspectives et leurs prévisions? Ils savent qu'en travaillant aujourd'hui ils préparent le chômage de demain. L'inflation règne chez nous. La déflation lui succédera bientôt. J'ai sous les yeux un passage d'un article paru dans le magazine *Time* le 24 juin dernier. Il s'intitule: "Affaires et finance". Le voici:

La semaine dernière, M. N. E. Coyle, nouveau vice-président du conseil d'administration de la General Motors, a semblé exprimer l'inquiétude, non seulement des fabricants d'automobiles, mais de toute l'industrie en disant: "Nous répondrons à la demande refoulée beaucoup plus rapidement que ne le prévoient plusieurs."

Je relève plus loin, au sujet de la hausse des prix aux Etats-Unis, les lignes suivantes:

Personne n'a douté que, pendant une certaine période, les prix augmenteraient de 20 à 50 p. 100. Les hommes d'affaires envisagent un rendement maximum de toute l'industrie en janvier prochain. Le marché de vente fermerait au printemps.

Ces données proviennent de sources sûres. Lorsque le marché d'achat remplace le marché de vente, le chômage s'ensuit. Le travailant sait que rien ne le stimule à la production. Sous pareil régime, son emploi dépend des bénéfices réalisés.